

350 Fifth Avenue, 34th Floor
New York, NY 10118-3299
Tel: +1 -212-290-4700
Fax: +1 -212-736-1300
Email: hrwnyc@hrw.org
Website: <http://www.hrw.org>

Les Partenaires Euro-méditerranéens devraient aborder la question des droits des immigrés

(Bruxelles, 18 avril 2002) — Human Rights Watch a prié les ministres des affaires étrangères des trente-sept Etats européens, nord-africains et du Moyen-Orient qui se réunissent la semaine prochaine de porter davantage d'attention à la question du traitement des immigrés en Europe.

On s'attend à ce que la réunion du Partenariat Euro-méditerranéen à Valence soit dominée par la discussion sur la campagne contre le terrorisme et la crise au Moyen Orient. En ce qui concerne le conflit entre Israël et l'Autorité Palestinienne, Human Rights Watch a condamné l'indifférence de toutes les parties à l'égard des vies civiles et a appelé à plusieurs reprises la communauté internationale à s'assurer du déploiement urgent d'observateurs internationaux indépendants et impartiaux afin qu'ils signalent les violations systématiques du droit humanitaire international.

Au même moment, dans une lettre envoyée aux trente-sept ministres des affaires étrangères, Human Rights Watch a pressé les dirigeants à s'occuper de la détresse des immigrés en Europe.

“Les mesures urgentes à prendre pour mettre fin aux pertes de vie civile dans le conflit du Moyen Orient devrait certainement dominer l'ordre du jour,” a déclaré Elizabeth Andersen, directrice exécutive de la division Europe et Asie Centrale de Human Rights Watch. “Cependant, les partenaires Euro-Méditerranéens se sont engagés à défendre les droits humains dans la région, notamment en Europe de l'Ouest où l'exclusion, la discrimination et les mauvais traitements que subissent les immigrés sont des problèmes persistants. Les Etats partenaires partagent un intérêt commun pour ces questions et devraient faire de ces rencontres un forum où les aborder.”

La lettre de Human Rights Watch détaille une série de mauvais traitements subis par les immigrés et les demandeurs d'asile, incluant la détention arbitraire; des conditions de détention qui ne respectent pas les normes internationales; des violations de procédure lors des poursuites administratives et pénales et dans lors des procédures d'attribution du droit d'asile; des discriminations raciales et ethniques; des mauvais traitements de la part de la police; des expulsions collectives et arbitraires; des violations des droits de la femme et des droits de l'enfant; et des sévices épouvantables sur des immigrés et des

demandeurs d'asile qui sont aux mains de trafiquants d'êtres humains, souvent avec la complicité des fonctionnaires de l'immigration et de la police dans les Etats membres de l'U.E. ou des pays candidats. Alors que de nombreux Etats ont justifié des approches encore plus restrictives en matière d'immigration suite aux attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, la lettre signale que de nombreuses politiques restrictives et de pratiques abusives étaient déjà utilisées ou leur utilisation du moins proposées avant les attentats.

“Les gouvernements ont le droit de contrôler l'immigration et de garantir leur sécurité nationale. Cependant gérer l'immigration signifie plus qu'appliquer la loi,” a déclaré Andersen. “Cette gestion doit aussi refléter les droits fondamentaux des immigrés, quels que soit leur statut légal.”

Human Rights Watch surveille la manière dont sont traités les immigrés à travers l'Europe et a publié les conclusions de ses recherches concernant les droits des immigrés en Espagne et en Grèce. Ces rapports—transmis aux ministres des affaires étrangères Euro-méditerranéens—comprennent:

Spain: The Other Face of the Canary Islands: Rights Violations against Migrants and Asylum Seekers (février 2002) à l'adresse <http://www.hrw.org/reports/2002/spain/>

Greece: Recommendations Regarding the Draft Law for the "Fight against Trafficking of Human Beings and the Provision of Aid to the Victims of Crimes related to the Financial Exploitation of Sexual Live" (Mars 2002) à l'adresse http://www.hrw.org/background/eca/greece/greece_law.htm

Greece: Memorandum of Concern: Trafficking of Migrant Women for Forced Prostitution into Greece (Juillet 2001) à l'adresse <http://www.hrw.org/background/eca/greece/index.htm>

Greece: Urgent Concerns: Conditions of Detention for Foreigners in Greece (Décembre 2000) à l'adresse <http://www.hrw.org/background/eca/greece-detention-bck.htm>

Concernant les rapports de Human Rights Watch sur le conflit Israélo-palestinien:

Israel, Occupied West Bank and Gaza Strip, and the Palestinian Authority Territories: In a Dark Hour: The Use of Civilians During IDF Arrest Operations (avril 2002) à l'adresse <http://www.hrw.org/reports/2002/israel2/>

Israel: Allow Access to Jenin Camp (Avril 2002) à l'adresse <http://www.hrw.org/press/2002/04/jenin0415.htm>

Israel, the Occupied West Bank and Gaza Strip, and Palestinian Authority Territories: What You Can Do (avril 2002) à l'adresse <http://www.hrw.org/campaigns/israel/action.htm>

United Nations Commission on Human Rights: Statement by Human Rights Watch on the Question of Human Rights in the Occupied Arab Territories, including Palestine (avril 2002) à l'adresse http://www.hrw.org/un/unchr_item8.pdf

Le contenu de la lettre envoyée aux ministres des affaires étrangères peut être trouvé à l'adresse suivante: <http://www.hrw.org/press/2002/04/euro0412-ltr.htm>